

Ministère de l'écologie et du développement durable  
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement  
Champagne-Ardenne

Charleville-Mézières, le 12 décembre 2007

ZAC du Bois Fortant - Rue Paulin Richier  
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES  
☎ 03 24 59 71 20 - 📠 03 24 57 17 69

Réf. : SA2-BD/JR-N° 07/1107  
Affaire suivie par Benoît DESRUMAUX  
☎ direct : 03 24 59 81 42  
mel : benoit.desrumaux@industrie.gouv.fr

**MECANO GALVA  
à  
VRIGNE AUX BOIS**

Objet : Installations classées : création d'un groupe froid pour mise en place du refroidissement en circuit fermé  
Réf. : Dossier de déclaration du 4 octobre 2007 (transmission préfecture du 16/10/2007)  
P.J. : - Projet de lettre à l'exploitant  
- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES  
A MADAME LA PREFETE DES ARDENNES**

Le 16 octobre 2007, l'inspection des installations classées a reçu, par transmission de la Préfecture des Ardennes pour examen et avis, une demande présentée par la société MECANO GALVA en vue d'obtenir un arrêté préfectoral complémentaire afin d'exploiter un groupe froid d'une puissance de 125,5 kW.

**1 - CONTEXTE**

La société MECANO GALVA est autorisée, par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 avril 2006, à exploiter à VRIGNE AUX BOIS des activités de traitement de surface et de galvanisation.

L'article 8-3 de cet arrêté permet à l'exploitant de déroger à la prescription de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface, en ce qui concerne l'exploitation en circuit ouvert des installations de refroidissement des bacs de traitement.

En effet, lors de l'enquête publique relative à la régularisation administrative du site menée en 2005 et à la suite des justificatifs apportés par l'exploitant, il a été admis la possibilité d'autoriser l'exploitant à exploiter ses installations de refroidissement des bacs de traitement de surface en circuit ouvert sous certaines conditions :

- le régime dérogatoire à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 est autorisé pour une durée de 3 ans à partir de la date de notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation, c'est à dire jusqu'au 5 avril 2009,



- l'exploitant doit réaliser une mesure en continu de la température en entrée et en sortie avant rejet du système de refroidissement, de la résistivité de l'eau sortante et du débit de sortie,
- la consommation en eau de source ne doit pas dépasser 320 000 m<sup>3</sup> par an,
- le débit de rejet ne doit pas dépasser 36 m<sup>3</sup>/h,
- l'élévation de température du milieu ne doit pas dépasser 2°C,

## 2 - OBJET DE LA DEMANDE

L'installation faisant l'objet du présent rapport est un groupe froid d'une puissance de 125,5 kW contenant un fluide frigorigène non classé comme toxique ou inflammable (fiche de données et de sécurité à l'appui de la demande).

Cette installation est par conséquent soumise à déclaration pour la rubrique 2920 de la nomenclature des installations classées : « réfrigération compression ».

L'exploitant dispose actuellement d'une puissance exploitable de compression d'air de 73 kW. L'ajout des 125,5 kW du projet ne permet pas de dépasser le seuil de l'autorisation pour la rubrique visée (soit 500 kW).

La future installation de réfrigération est un refroidisseur ARIES 247 N qui fonctionnera sur des échangeurs de température, permettant de refroidir des bains de traitement de surface par l'intermédiaire d'un circuit d'eau.

Ce groupe froid sera situé dans un bâtiment dont la société envisage la construction à côté de l'atelier zingage et sur le bassin de rétention des eaux incendie. Il est rappelé que le bassin de rétention est un bassin souterrain, vidangeable par l'extérieur à l'aide d'une pompe.

L'installation de réfrigération est de type insonorisé, d'après la notice technique de l'appareil. La pression sonore à 10 m est de 64,6 dB. Le bâtiment qui sera construit permettra de diminuer d'avantage l'impact sonore sur l'environnement.

## 3 - CONCLUSION ET SUITES A DONNER

La modification apportée par la société MECANO GALVA sur son installation compression constitue une modification notable, néanmoins elle ne justifie pas une nouvelle procédure d'autorisation d'exploiter (avec enquête publique). Elle répond, en effet, à l'article 8.3 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 5 avril 2006 en établissant définitivement un système de refroidissement des bains en circuit fermé.

De plus, cette activité ne génère pas de flux de pollutions dans l'air, dans les eaux ou dans les sols et n'est pas susceptible d'augmenter les impacts chroniques du site sur l'environnement par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 5 avril 2006.

Concernant les risques accidentels, la zone de stockage est située en dehors des zones d'effets thermiques du scénario majorant (incendie des stockages de l'atelier de construction soudée : pneumatiques, palettes de bois, cartons et plastiques) étudié dans le cadre de l'étude des dangers menée par GNAT ingénierie en avril 2004 au cours de l'instruction de la demande d'autorisation d'exploiter (modélisation des zones en annexe).

Les prescriptions de l'arrêté ministériel type n° 361 relatif à la rubrique 2920 de la nomenclature sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposé dans le présent rapport.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ne propose pas de modification de l'article 8.3 relatif aux eaux de refroidissement. En effet, l'article 8.3.2 prévoit d'ores et déjà un fonctionnement des installations de refroidissement en circuit fermé après la période du régime dérogatoire.

En conséquence, nous proposons aux membres du comité départemental d'évaluation des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable au présent projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

De plus nous proposons à Madame la préfète des Ardennes d'adresser le projet de courrier ci-joint à l'exploitant. Ce dernier vise à l'informer de la procédure en cours.

Rédacteur	Valideur	Approbateur
L'inspecteur des installations classées,	L'inspecteur des installations classées,	La Directrice par intérim,
Signé B. DESRUMAUX	Signé C. HELFER	Signé J. FOUCAULT